Document généré le 12 oct. 2024 02:44

Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association
Rapport de l'assemblée annuelle de la Société historique du Canada

Le nationalisme canadien-français à l'aurore du XXe siècle

Arthur Maheux

Volume 24, numéro 1, 1945

URI : https://id.erudit.org/iderudit/300272ar
DOI : https://doi.org/10.7202/300272ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0317-0594 (imprimé)
1712-9095 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Maheux, A. (1945). Le nationalisme canadien-français à l'aurore du XXe siècle. *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association / Rapport de l'assemblée annuelle de la Société historique du Canada*, *24*(1), 58–74. https://doi.org/10.7202/300272ar

All Rights Reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1945

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS A L'AURORE DU XXe SIÈCLE[1]

Par l'Abbé ARTHUR MAHEUX
Université Laval

L'UNE des caractéristiques du XIXe siècle a été l'éclosion et l'expansion du principe des nationalités.

Le groupe canadien-français ne pouvait pas échapper à l'influence du mouvement nationaliste qui balayait l'Europe. Ce peuple, en effet, est né pour de bon à la vie publique avec l'avènement de la Révolution française, et avec le début du XIXe siècle. Dès le régime français il existait chez lui une conscience collective qui, après la Cession, devint une conscience réflexe et cela sous l'influence des mêmes facteurs qui influencèrent le nationalisme dans les divers pays d'Europe.[2]

Première Partie: Avant 1899

Pendant de longues années le nationalisme fut, chez les Canadiens français, une réaction de défense et de protection. C'est seulement avec le XXe siècle qu'on y vit paraître le nationalisme d'émancipation. La Grande Bretagne avait posé plusieurs gestes propres à gagner la sympathie des Canadiens français, l'Acte de Québec (1774) et la Constitution de 1791 en sont deux exemples. En outre l'Angleterre et la France furent, après 1815, ordinairement en bons termes au cours du XIXe siècle. Le groupe français du Canada avait donc conçu de grands espoirs sur sa survivance et sur son épanouissement. La période qui s'écoula de 1830 à 1840 fit tomber ces espoirs, qui furent remplacés par de grandes désillusions. Le Rapport de Durham et l'Acte d'Union parurent aux Canadiens français comme le glas sonné sur leur sépulture.

Mais ce peuple se ressaisit et il organisa sa défense dans tous les domaines. En religion il barra la route à la French Canadian Missionary Society.[3] En éducation il fit venir de France plusieurs communautés enseignantes et il en fonda sur place; il établit des écoles élémentaires, des cours commerciaux, des collèges classiques, des écoles normales, des écoles d'agriculture et de laiterie, et une université. Il se crée une vie littéraire, avec des hommes comme Garneau, Ferland, Laverdière, Gérin, Lajoie, Bédard, Turcotte, David, Casgrain, avec des poètes comme Crémazie, Fréchette, Chapman, Lemay. Il organise des manifestations nationales et patriotiques, tels la Société St-Jean-Baptiste, les Instituts Canadiens, les congrès nationaux (1889), les congrès catholiques (1880), l'élévation de monuments, celui des Braves (1889), celui de Champlain (1898). Il se donne un hymne national, "O Canada" (1880). Il suscite le culte de la langue maternelle.

Il établit des contacts avec la France d'outremer; il voyage en France, par plaisir, par esprit de tourisme, par intérêt commercial; il envoie de ses fils étudier en France, il lit les périodiques français et les livres français, les manuels de classe qu'il utilise sont en majorité publiés en

[1]Ce travail tire toute sa valeur des documents sur lesquels il s'appuie; c'est pourquoi il nous a paru nécessaire de reproduire au complet ou presque au complet plusieurs de ces documents.

[2]Voir J. T. Delos, *La Nation* (2 vols., Montreal, 1944).

[3]Cf. l'Abbé Arthur Maheux, *Le Problème protestant* (Québec, 1941).

France, il reçoit des Français comme visiteurs, comme conférenciers, comme prédicateurs, comme agents consulaires; dans ses journaux il cite copieusement les publications françaises, il recherche les honneurs français. La guerre franco-prussienne, en particulier, éveille chez lui une profonde sympathie pour la France. Voici comment un écrivain canadien parle des désastres subis par la France:

> L'écho de ces épouvantables désastres apporté par le télégraphe et répété par les journaux répandait le deuil et la consternation parmi la population française du Canada restée profondément attachée à son pays d'origine malgré un siècle et plus de séparation. Nous étions d'abord demeurés incrédules à l'annonce des premières défaites: La France disait-on pouvait bien subir quelque échec, mais qu'elle tombât complètement abattue, écrasée, réduite à l'impuissance aux pieds d'un ennemi qu'elle avait déjà vaincu, cela paraissait invraisemblable. Il fallut pourtant bien se rendre à la triste réalité. La stupeur fit place à l'abattement, aux angoisses, aux lamentations. On eût dit que chaque famille canadienne pleurait quelques-uns des siens tombés sur les champs de carnage où la France avait laissé une part d'elle-même. La génération actuelle ne peut se faire une idée de l'état d'âme dans lequel nous avons vécu durant cette année terrible. Nous étions atteints dans ce que le sentiment national a de plus sensible et de plus intime. Plus d'illusions possibles, nous marchions d'humiliations en humiliations. Toutefois si nous courbions la tête à la vue de tant de malheurs, nous la relevions avec fierté pour protester avec indignation, quand de lâches détracteurs osaient élever la voix pour insulter la France vaincue.
>
> La presse canadienne-française, organe de la population, se montra admirable de dévouement, de courage, de patriotisme éclairé. Elle répondit à toutes les attaques avec tant de dignité, de sens, de calme, d'éloquence émue, qu'elle imposa silence aux plus furieux agresseurs . . . .
>
> Le plus français de cœur de nos auteurs canadiens, Faucher de Saint-Maurice, a noté jour par jour les impressions produites par les dépêches qui nous arrivaient d'Europe. On y sent, pour ainsi dire, battre le pouls de la nation; on assiste à toutes les péripéties du drame qui se joue au bord du Rhin. Tout d'abord la confiance surnage au-dessus des craintes. On a bien conscience de la lutte gigantesque qui vient de s'engager; mais le triomphe définitif ne fait guère de doute. Puis commencent les désillusions: les nouvelles alarmantes se succèdent avec la rapidité de la foudre. Un instant on croit à un retour de la fortune, mais le lendemain dément cette espérance. Il n'est que trop vrai, la victoire abandonne les drapeaux de la France. MacMahon est battu, la frontière envahie, les Prussiens sont en marche sur Paris. Le silence se fait ensuite sur les combattants: on annonce vaguement un retour offensif des armées françaises. Quel est ce mouvement? On l'ignore; mais on n'ose plus croire à un grand succès. Tout à coup, après des jours d'attente, éclate une incroyable nouvelle: l'armée française est enveloppée, l'empereur Napoléon fait prisonnier. Et pour mettre le comble au désastre, Paris se révolte, l'impératrice est en fuite et la république proclamée. . . . La douleur universelle avait besoin de se manifester autrement que par des marques de

sympathies. Elle se traduisit par des actes. Des souscriptions se firent de tous côtés pour venir en aide aux blessés des armées françaises. Les offrandes furent aussi généreuses que spontanées.[4]

Il organise, au moins partiellement sa vie économique. L'émigration massive vers les États-Unis lui révèle sa situation économique; il prêche l'amour de l'agriculture et le culte de la colonisation; il fonde des banques, des fonderies, des scieries, des tanneries, des moulins à farine, des maisons de commerce. Il n'étudie pas l'économique, il n'a pas le sens de la coopération, il ne sait pas manier les capitaux, mais il sent vaguement que les affaires et l'industrie ont de l'importance.

Il se met à étudier son *Histoire*. Durham avait, pensait le Canadien, dit que le peuple canadien-français était un peuple sans histoire; il prit Durham au mot et il se mit à écrire son passé par la plume de Garneau; il fit passer les connaissances acquises dans l'âme du peuple par l'enseignement de son histoire. Une page de Casgrain est sur ce point très révélatrice.

Il raconte les débuts de l'enseignement de l'Histoire du Canada en 1850 au Collège de Ste-Anne de la Pocatière:

> L'abbé Cloutier . . . était bon professeur d'histoire du Canada. Il sut nous y intéresser, nous la faire goûter. Son mérite en cela fut d'autant plus réel qu'il avait à lutter contre l'indifférence générale qu'on affectait en ce temps-là pour tout ce qui regardait notre passé. Il était même de bon ton de dire qu'il valait mieux ne s'en pas occuper et laisser tout cela dans l'oubli. A quel motif faut-il attribuer ce sentiment? Il est complexe et curieux à étudier. Pour cela, un coup-d'œil rétrospectif est nécessaire. Pendant les dures années qui suivirent la cession du pays à l'étranger, le petit peuple ruiné et complètement abandonné sur les bords du Saint-Laurent n'eut qu'une pensée, ne vit qu'un moyen de salut: se faire oublier, se replier sur soi-même, vivre à l'écart et se faire en quelque sorte pardonner son existence. On avait vaillamment lutté. Mais, finalement on avait été vaincu par les maîtres qui nous gouvernaient. Était-il prudent d'éveiller leurs susceptibilités? On était entièrement désarmé et à leur merci: ils avaient tous les pouvoirs en main. Attendre et se taire parut la tactique la plus sûre. Elle fut suivie, mais il en résulta une timidité, j'ose dire même une pusillanimité, qui pesa longtemps sur les esprits et qu'on eut bien du mal à secouer. . . .
>
> Honte à nous, s'écrie M. de Gaspé dans les *Anciens Canadiens*, honte à nous qui, au lieu de fouiller les anciennes chroniques si glorieuses pour notre race, nous contentions de baisser la tête sous le reproche humiliant de peuple conquis qu'on nous jetait à la face à tout propos! Honte à nous qui étions humiliés d'être Canadiens, et pour qui l'histoire de notre pays était lettre close!
>
> Il s'est fait une glorieuse réaction depuis quelques années: chacun a mis la main à l'œuvre de réhabilitation, et le Canadien peut dire comme François I: "tout est perdu fors l'honneur."
>
> J'ai assisté au collège de Sainte-Anne à la renaissance dont parle ici M. de Gaspé. Avant cette réaction, tel était le dédain, le dégoût même qu'inspirait l'histoire du Canada qu'un écolier,

[4]Henri-Raymond Casgrain, MS, Archives du Séminaire de Québec, Souv. Can., IV, 45-53.

même avide de lecture, était furieux quand le préfet d'études, à qui était réservé le choix des livres, le condamnait à lire Charlevoix. C'était chose entendue que l'histoire du Canada était ennuyeuse comme un conte à dormir debout.

Casgrain rappelle ensuite l'influence des *Martyrs* de Chateaubriand sur Augustin Thierry et il ajoute:

> Au risque de faire un rapprochement qui peut être regardé comme présomptueux, j'ose dire qu'un enthousiasme semblable s'empara de moi et ne fut pas moins décisif sur ma destinée à venir que le jour où j'entendis lire en communauté l'histoire des martyrs du Canada de Bressani, traduite de l'italien et publiée depuis peu par le P. Martin. Les sublimes figures des Jogues, des Brébeuf, des Lalement, m'apparurent dans une auréole de gloire qui fit pâlir celle des héros de l'antiquité, dont j'étais pourtant bien épris. Pour théâtre des sanglantes tragédies qui me faisaient frémir, les forêts vierges de l'Amérique chantées par Chateaubriand; pour bourreaux des martyrs, ces mêmes sauvages dont il avait fait le portrait idéalisé dans Chactas. Tout ce qu'il y avait d'écoliers intelligents au collège partagea mon enthousiasme.
>
> Nous étions préparés à apprécier l'*Histoire du Canada* de Garneau, alors en cours de publication et dont le premier volume fut bientôt après mis entre nos mains.[5]

On écrit des manuels d'histoire nationale: Perrault (1845), Laverdière (1873), Toussaint, Les Clercs de St-Viateur, etc.

On éveille aussi le sens du folk-lore et des conteurs le font passer dans le public.

Tanguay publie son *Dictionnaire généalogique*, dont l'influence fut énorme dès sa parution et s'est maintenue très haute même à l'époque actuelle; toute famille peut et souvent veut avoir son arbre généalogique, se rattacher ainsi à la source française et constater par combien de racines elle tient au sol canadien; le XXe siècle verra même se fonder une Société généalogique et un Institut généalogique, les deux très occupés.

De tout cela devait naître un théoricien du nationalisme, et ce fut Edmond de Nevers dans son livre *L'Avenir du peuple canadien-français*.[6]

De Nevers est à peu près inconnu dans les milieux anglo-canadiens; on est même en train de l'oublier, chez les Canadiens français, tant il a été dépassé par des démagogues et des agitateurs. De Nevers écrivit ce livre alors qu'il vivait en France. Donnons un aperçu des opinions de l'auteur. De Nevers approuve l'éveil général, au XIXe siècle, du sentiment de nationalité. Il croit le Canada voué à l'annexion aux États-Unis. Il s'oppose à la fédération impériale. Il croit l'union nationale possible, dans le respect des droits de tous et chacun. Le Canada serait une Suisse en Amérique. L'obstacle à l'union vient de l'élément anglais. Le groupe canadien-français pourra se conserver lui-même sous le drapeau étoilé.

Les forces ennemies des Canadiens français sont, ou extérieures: le pan-saxonnisme (qui n'a aucune raison d'être); ou intérieures: l'inertie, l'improductivité. Pour avoir droit à une vie distincte il faut apporter des richesses au trésor commun.

---

[5]Casgrain, MS, II, 80-4.

[6]Edmond de Nevers, *L'Avenir du peuple canadien-français* (Paris, 1896).

La richesse matérielle importe peu. Politique et politiciens sont ridicules. Une meilleure formation aurait donné des savants, des écrivains, des commerçants. Les notes essentielles du peuple canadien français sont le catholicisme, et l'esprit français. Il faut assurer le progrès dans le sens des traditions. Il faut produire, s'enrichir même. C'est une nécessité du moment. Notre première industrie est l'agriculture; vient ensuite la colonisation. L'habitant doit s'instruire. L'homme instruit doit cultiver la terre. Il faut pratiquer l'association ou coopération.

Il faut surtout organiser la vie intellectuelle, avoir des spécialistes en géologie, biologie, climatologie. Il faut améliorer les collèges, fonder des cours supérieurs, avoir plus de bibliothèques et des écoles d'art. Enfin il faut conserver et épurer la langue française, créer des facultés de lettres.

Telles sont, en gros, les opinions d'Edmond de Nevers. La plupart ont été traduites en action en moins de cinquante ans.

En outre, le groupe français du Canada se donne une presse nationale. Les journaux avaient été jusque-là et étaient encore presque tous des journaux de partis politiques. Désormais il y aura au moins deux journaux nationaux. *La Vérité*, dirigée à Québec par J.-P. Tardivel, de 1881 à 1905, et *L'Etendard*, dirigé à Montréal par F.-X. Trudel, de 1883 à 1893.

La Vérité, hebdomadaire, est surtout française et religieuse. *L'Etendard*, quotidien, se donnera un champ d'action plus étendu. Voici les principaux articles de son programme, tels qu'exprimés dans un article du 15 janvier, 1889, sous le titre "Notre septième année d'existence." *L'Etendard* s'adresse aux "classes dirigeantes," à ceux qui ne sont ni bleus ni rouges, à ceux qui constituent, dans le Québec comme dans les autres pays, "le parti catholique"; il se fait, pour ces gens, "l'avocat de leurs causes, le propagateur de leurs principes et le défenseur de leurs intérêts sociaux"; il se déclare "journal indépendant, libre de tout lien de parti."

Sur le terrain politique il expose en quoi il est conservateur: "Notre conservatisme n'avait rien d'identique ni avec le toryisme anglais d'Ontario, ni avec le servilisme bien prévalant dans Québec; c'allait être tout simplement la réalisation de l'idée conservatrice telle que comprise en Italie par la *Civitta Catholica*, en France par *L'Univers*, dans le reste du monde par les véritables organes des partis catholiques."

Il défend l'autonomie provinciale contre les empiètements du fédéral. Dans une masse d'articles il prône l'agriculture, la colonisation dans le Québec et dans l'Ouest canadien; il favorise le rapatriement des Franco-américains; il combat les orangistes et les francs-maçons; il défend les jésuites et les minorités françaises hors du Québec. Il justifie Réel. Il se porte au secours des écoles séparées. Il défend la langue française, qu'il estime attaquée au Sénat (10 mai, 1889), à Régina (25 oct., 1889). Il se donne comme le protagoniste du "Mouvement national" (27 sept., 1889).

L'Etendard parle très peu des événements internationaux. De tous les débats parlementaires de Londres il ne retient que les discussions sur le Home Rule de l'Irlande. Il reçoit pourtant les nouvelles de la Grande-Bretagne, puisqu'il signale les événements sociaux de la cour de Londres.

Il y avait tout de même beaucoup à dire sur les agissements impérialises de l'Angleterre à cette époque.

La tenue d'une conférence coloniale à Londres en 1887, à l'occasion du jubilé de la Reine Victoria, fournissait un bon prétexte; mais *L'Etendard* n'en parle que deux fois: le 6 avril il parle de Fédération impériale, mais seulement pour regretter qu'il n'y ait pas de Canadien français comme représentant du pays à cette conférence. Le 9 mai il en reparle mais pour relever les protestations de l'Australie, parce que celles-ci concernent une possession de la France.

Un mois plus tard, le 30 juin, 1887, il offre un article intitulé "Cinquante années de domination britannique." C'est un blâme à la politique coloniale de Londres, mais il est présenté indirectement, car l'article est la reproduction intégrale d'un article du *Vrai Mauritien* (20 février, 1887).

En somme *L'Etendard* n'a rien d'agressif contre l'Angleterre. Ses blâmes s'adressent à la population locale de langue anglaise, les orangistes, les francs-maçons, le pouvoir fédéral, la législature manitobaine. C'est nettement une réaction, c'est un nationalisme de défense et de protection.

Il est important de noter que *L'Etendard* n'est pas anti-militariste. Il publie même un grand article pour engager les Canadiens français à s'inscrire dans les régiments et à se donner les bénéfices de l'entraînement militaire. L'article a pour titre "Soyons Soldats." Il s'agit de réorganiser un bataillon de Montréal.

> Lorsque l'on voit nos compatriotes d'origine anglaise entre tenir à leurs frais, non pas un bataillon, mais plusieurs, il nous semble que le moins que nous puissions faire, c'est de tenir le nôtre sur un pied d'égalité sinon de supériorité. Nous y parviendrons cependant, en autant que nos efforts tendront vers ce but et que tous les hommes de bonne volonté mettront la main à la manœuvre.
>
> Ce à quoi il faut tendre, tout d'abord, c'est l'enrôlement des hommes, en faisant comprendre à notre population que ces exercices militaires sont propres à entretenir chez elle la force et le courage.
>
> Quand on ouvre l'histoire de notre pays et que nos regards s'arrêtent sur ces pages qui nous rappellent la période sanglante en même temps que glorieuse de son enfance, on se sent pris d'aise et l'on se sent bercer par ce sentiment d'enthousiasme que les exploits de nos pères reveillent en nous.
>
> Puis, peu à peu, la première impression passée et la réflexion ayant fait place à l'admiration, on est porté à se demander où les compagnons de Champlain et de Maisonneuve et ceux qui suivirent la route généreuse qu'ils avaient tracée, puisaient la force qui leur faisait accomplir des prodiges et le courage qui leur faisait affronter tous les périls.
>
> Leur courage! Il leur venait de Dieu et de l'amour de ce sol vierge et puissant qu'ils avaient juré d'arracher à l'idolâtrie et de placer sous la bienfaisante influence de la civilisation.
>
> Leur force! Elle leur était acquise par la nécessité de manier le mousquet ou le sabre tout aussi bien que les mancherons de leur charrue. A l'instar des premiers enfants de Rome, toujours exposés aux attaques sans cesse répétées de leurs ennemis, la constance et la valeur leur devinrent familières.
>
> Et ce besoin de faire des exercices violents entretenait leurs muscles et leur donnait la ténacité de l'acier. C'est là tout le secret

de leur gloire et de leurs œuvres. On nous dira peut-être que nous ne sommes pas dans les mêmes conditions, que l'ennemi n'est pas à nos portes et que pas n'est besoin d'enlever aux affaires un temps précieux pour le consacrer à des exercices sans doute très importants, mais cependant secondaires. Ce raisonnement tombe à faux et sa subtilité peut un jour ou l'autre devenir cause de cuisants regrets. Voyez cette foule d'écoliers et de gens de profession ou de bureau qui circule à travers les artères de notre cité. Les épaules s'abaissent et les molets disparaissent, le corps s'atrophie, c'est le manque d'exercices corporels qui en est la cause.

Ce langage de l'organe nationaliste d'alors contraste fortement avec celui de la presse nationaliste d'aujourd'hui.

Tel est le portrait du nationalisme canadien-français vers la fin du XIXe siècle.

A partir de la guerre sud-africaine on constate une évolution, qui se produit surtout sous l'influence d'un nouveau chef, Henri Bourassa.

Deuxième Partie: 1899-1911

Jusqu'ici le nationalisme canadien-français n'a pas manifesté de tendance vers l'émancipation, ni pour le Canada entier, ni pour le groupe canadien-français. Il est opposé à l'annexion aux États-Unis, malgré l'opinion de Nevers. Il ne songe pas à se séparer de l'Angleterre; il exprime simplement le regret que la justice soit trop ménagée à la minorité.

La Vérité de Tardivel restera fidèle à ce programme. *L'Etendard* n'existe plus. C'est alors que fut lancé à Montréal le mouvement de la *Ligue Nationaliste.* L'animateur de ce mouvement est Olivar Asselin. Né en 1874 Asselin fit une partie des études classiques au Séminaire de Rimouski, puis il s'en alla aux États-Unis faire du journalisme de 1893 à 1899. Il se rend à Montréal en 1900; c'est là et alors qu'il jette les bases de la Ligue nationaliste, qui devaît paraître au grand jour dans une assemblée publique tenue à Montréal en 1903 et trouver une expression dans un journal hebdomadaire, *Le Nationaliste*, dont le premier numéro parut le 6 mars, 1904.

Voici comment Asselin raconte cette aventure:

> Toute la jeunesse de la Province en frissonna! Elle adhéra à la Ligue. J'ai commencé ma carrière politique au Canada vers 1900. Je me trouvais sur la route de M. Bourassa; je le suivis. Je voyais comme lui avec horreur le crime sud-africain. C'est lui qui m'enseigna à distinguer, dans le cas de l'Angleterre, entre les aventuriers qui, là comme ailleurs, se hissent au pouvoir par l'exploitation des aveugles passions populaires, et les hommes courageux qui, de génération en génération, se sont transmis le mot d'ordre de la résistance à toutes les tyrannies: celles de la plèbe comme celles des rois. Opposant à la démagogie d'un Chamberlain l'indomptable courage . . . moral, d'un Campbell-Bannerman . . . et . . . d'un Lloyd-Georges: "Voilà, disait-il, la véritable Angleterre. C'est de celle-là que nous tenons nos libertés, c'est vers elle que nous devrons toujours nous tourner pour réclamer justice." Le directeur du *Devoir* n'a pas changé d'opinion sur ce point. Il croit encore qu'il ne faut pas confondre les institutions britanniques avec les demi-civilisés qui en ont

le dépôt sur un point quelconque du territoire britannique. Je le crois avec lui. Il sait que si nous conservons l'espoir de recouvrer nos droits scolaires en Ontario, c'est par le mécanisme des institutions britanniques. Et moi aussi, je le sais. Et donc, nous marchons pour les institutions britanniques parce que par elles-mêmes, et indépendamment des demi-civilisés qui les appliquent aujourd'hui en Ontario, elles valent la peine qu'on se batte pour elles. Et nous marchons pour la Belgique, parce que dans cette guerre elle incarne le droit violé, la liberté des petits peuples foulés aux pieds. Et nous marchons pour la France, parce que sa défaite, en même temps qu'elle marquerait une régression du monde vers la barberie, nous condamnerait, nous ses enfants d'Amérique, à traîner désormais des vies diminuées.[7]

Ce n'est là, encore, que réaction et défense, comme on peut le voir dans l'exposé suivant:

Nous avons fait nos premières concessions et subi nos premières défaites quand nous formions presque la moitié du pays. Durant toutes ces années de 1873 à 1911, qu'on pourrait appeler l'époque des capitulations, jamais nous ne nous sommes montrés si lâches; si veules, si menteurs aux ancêtres et à nous-mêmes, qu'aux environs de 1890, alors que nous étions encore un tiers de la population. Il suffit d'un coup d'œil sur tout ce passé de honte, pour nous convaincre que nous avons été nous-mêmes nos pires ennemis. La fierté qui crée l'union nous a fait défaut; nous avons été les uns aux autres des délateurs, nous avons apporté dans la lutte des âmes d'affranchis. L'Histoire, qui se répète depuis les origines de l'humanité ne se détournera pas de son cours. Ravis, presque étonnés d'avoir échappé au cataclysme de 1760, et aux cent ans d'orages qui suivirent, nous nous sommes abandonnés depuis à une vie toute végétative, sur une terre

. . . humide encore et molle de déluge.

Les agressions dont nous étions l'objet, nous les regardions comme de simples incidents, des accidents peut-être, mais des accidents sans importance, quelquefois même d'heureux accidents, en ce que, habilement exploités, ils pouvaient faire arriver au pouvoir le parti ou les hommes politiques de notre choix. Verrons-nous enfin plus clair? Ouvrirons-nous les yeux sur ce fait de toute évidence, qu'étant ce que nous sommes, et placés où nous sommes, nous aurons la paix en reniant et langue et religion, et pas autrement, que l'épreuve qui vient de commencer est de celles qui durent non pas dix années, non pas vingt années, mais des centaines et des centaines d'années? La Providence ne fera pas pour nous plus qu'elle n'a fait pour son propre peuple, le peuple juif.[8]

La Ligue recrute aussitôt des adhésions, chez les Canadiens français d'abord et naturellement, chez des Canadiens anglais aussi, tel le cas de Goldwin Smith, et même dans un milieu très différent, celui du Congrès des Métiers et du Travail.

Goldwin Smith écrit, le 13 mars, 1904, dès la parution du premier numéro du *Nationaliste:*

Je m'enrôle volontiers parmi les abonnés à votre journal, dont je salue avec joie l'apparition. Le *Nationaliste* surgit à un moment

[7]Joseph Gauvreau, *Olivar Asselin, précurseur d'action française; le plus grand de nos journalistes, 1875-1937* (Montréal, 1937), 21-2. [8]*Ibid.* 23-4.

critique; il a une tâche importante à remplir. Nous, les habitants du Canada anglais, avons l'heureuse certitude de la disposition de nos concitoyens français à vivre avec nous en termes de cordiale amitié, et de leur désir de s'unir à nous pour promouvoir les intérêts et soutenir l'honneur de notre patrie commune. Mais il est bon que l'on rappelle aux Canadiens anglais qu'ils ne sont pas les seuls habitants du Canada, qui compte aujourd'hui parmi ses citoyens, à part vos compatriotes, des représentants de plusieurs races différentes. On ne doit pas s'attendre à ce que les éléments non britanniques de notre population voient sans protester leurs intérêts sacrifiés à ceux d'un parti politique de la Grande-Bretagne dont les fins, quelque glorieuses qu'elles puissent paraître à ceux qui les poursuivent, ne satisfont que l'ambition britannique. On ne doit pas non plus s'attendre à ce que le Canadien français se laisse dépouiller de la moindre parcelle de son autonomie ou sacrifie les fruits de son travail pour assurer la réalisation d'un rêve impérialiste. Les citoyens de ce pays sont venus ici pour gagner leur pain et le pain de leurs familles, et non pour aider, par leur travail à des entreprises militaires où ils ne sont pas intéressés et qui ne peuvent rien leur rapporter. Il est temps que ce côté de la question impérialiste soit montré: c'est l'œuvre à laquelle votre journal pourra contribuer. En même temps, il soufflera dans l'atmosphère étouffante de notre politique un peu de l'air frais du patriotisme et de l'espoir de la jeunesse.[9]

La Ligue recevra bientôt l'appui d'une recrue importante, Armand Lavergne.

Né en 1880, Armand Lavergne s'était passionné très jeune pour la vie et les questions politiques. Mais même à cet âge, il ne perdait pas de vue les grands problèmes nationaux. "La première question des écoles dont je me souvienne, écrit-il, nous reporte à 1896. J'avais seize ans et j'étais en rhétorique. La jeunesse, dans les écoles de ce temps-là, était ardemment, passionnément libérale. Dans ma classe, sur vingt-huit que nous étions, nous comptions vingt-sept libéraux . . . . Pour nous Laurier, c'était la revanche de 1760: on nous avait ressassé, et nous étions ressassé, jusqu'au dessus de l'entendement, que nous n'aurions rien avec un anglo-protestant, orangiste (qui ne l'était pas) comme Tupper. Mais avec un premier ministre canadien-français!!!"

Je n'exagère pas. Qu'on demande aux jeunes libéraux de mon temps. Avec quel dédain supérieur nous avions écouté les sages, les clairvoyantes paroles du mandement des évêques; avec quel lourd mépris nous parlions de celui que, maintenant, je sais avoir été le martyr du droit, l'hostie volontairement offerte pour notre salut, Mgr Langevin. . . . Nous avions le sentiment national faussé.[10]

Avant même que la Ligue soit née Lavergne est nationaliste de conviction, à cause de la Guerre du Transvaal, à cause de Bourassa. "Elu en 1904, à l'âge de vingt-quatre ans, député à la Chambre des Communes, il garde ses convictions. Parce qu'il rappelle les promesses que Laurier a faites à la minorité franco-manitobaine, promesses qui n'ont pas été tenues, il est évincé du parti libéral. Dans l'entretemps, il avait réclamé, pour la première fois à la Chambre des Communes,

[9]*Le Nationaliste*, 20 mars, 1904.
[10]*Un Patriote, Armand Lavergne*, L'Œuvre des Tracts, no. 190 (Montreal, 1935), 6.

l'application de la lettre même de la Constitution: la reconnaissance des droits du français et, partant, des timbres et de la monnaie bilingues."[11]

Quel était le programme de la Ligue nationaliste? Voici comment le présente Joseph Gauvreau dans sa brochure sur Olivar Asselin:

> La ligue nationaliste, fondée par Asselin, fit adopter son programme, dans une grande assemblée populaire, tenue à Montréal, le 1er mars 1903. M. Omer Héroux agissait comme secrétaire. Il a conservé l'original de ces résolutions annotées, et il les a publiées, au surlendemain de la mort d'Asselin, dans le Devoir. Nous en avons actuellement sous les yeux une copie, imprimée chez Léger Mercier, 40 rue St-Dominique, Montréal, en 1903. Le programme de la Ligue est ramassé en trois petits alinéas qui se lisent comme suit:
>
> 1. Pour le Canada, dans ses relations avec la Grande-Bretagne, la plus large mesure d'autonomie compatible avec le maintien du lien colonial;
>
> 2. Pour les provinces canadiennes, dans leurs relations avec le pouvoir fédéral, la plus large mesure compatible avec le maintien du lien fédéral;
>
> 3. Adoption par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux d'une politique de développement économique et intellectuelle canadienne.
>
> Comme programme, ce n'était pas compromettant, mais cela laissait la porte ouverte à toutes les revendications possibles. De la qualité à obtenir. Chaque acte gouvernemental, fédéral ou provincial, devait, par la suite, sous la poussée de ses protagonistes, illuminer le programme de la Ligue de rayons insoupçonnés. Un an plus tard, le 6 mars 1904, l'organe indispensable au mouvement, "Le Nationaliste" était fondé. . . .[12]

Ce texte reçoit une forte lumière des commentaires suivants:

> "Mais le nationalisme vint. Il secoua les dormeurs. Il éveilla les comateux. Il souffleta les lâches. Il connut et fit connaître les minorités. Il les montra, dépouillées, appauvries, blessées au vif, écorchées, traitées en parias. Comme Véronique sur le chemin du calvaire, il essuya leur face sanglante. On lui dit: "Tais-toi et disparais. Tu es la minorité." Il ne s'effaça pas, ne se tut pas, ne s'agenouilla pas, ne tendit pas le cou au joug, ni la poitrine aux décorations. Il resta debout parmi la masse hésitante et déjà miconquise par la doctrine insinuante et lâche des concessions à outrance. Toujours faites à son détriment. Et, chez elle, des échines se dégagèrent à point, se levèrent, des courages se dressèrent, encore invaincus, mais à la veille de la faiblesse. Et le nationalisme les groupa.
>
> "Il osa repousser dédaigneusement du pied cette doctrine fausse d'une race supérieure ne parlant qu'une langue et d'une race inférieure en parlant deux. Il dit à la première: "Je sais ta langue, mais je tiens la mienne. Elle a ses droits, je les lui garderai." A la seconde, il dit: "Tu n'es pas inférieure. . . . Tu vaux celle qui t' humilie. Tiens-toi, debout. Réclame tes droits. Tu en as assez livré, garde le reste. Défends-toi, la justice est avec toi." Il emboucha le clairon de la fierté nationale. Il souleva les draperies mensongères du fair-play comme le pratiquaient les pseudo-britanniques du pays et montra, sous les apparences fausses de la justice, les spoliations

[11] *Ibid.*, 6 [12] Gauvreau, *Olivar Asselin*, 24.

réelles pratiquées contre le faible, avec la complicité des abandonneurs de nos droits. Il fit voir le chemin parcouru par l'humiliation nationale et la disparition ultime dans le bloc anglo-saxon et dit au Québec français: "Tu vaux mieux que cette destinée. Marche désormais vers un autre but, plus digne de la France d'où vinrent tes ancêtres. Cesse de t' isoler des groupes français épars sur le continent. Recherche-les, unissez-vous. Et que le frère riche secourre le plus pauvre. Nos destinées à tous sont solidaires, n'abandonne aucun membre de la race."

Et le Québec se tourna vers ses frères des autres provinces. Il leur tendit la main. Tous s'appuyèrent sur lui, comme, dans l'Ontario, de toutes parts, lundi soir; les regards se tournaient vers le Québec, la province-mère d'où doit venir l'assistance et l'appui dans la lutte pour la victoire du droit imprescriptible. Et ensemble la famille française de l'Amérique dit, en réponse à l'appel claironnant du nationalisme: "Assez d'indifférence à notre sort final! Marchons épaule à épaule. Nous sommes de race fière et noble et qui vaut l'anglo-saxonne. Soyons de bons sujets britanniques, mais gardons notre caractère de Français, notre langue, notre caractère distinctif."[13]

Le nouveau nationalisme reçoit tout l'héritage du précédent, dans le domaine de la langue française, de la religion catholique, des intérêts français.

D'autre part il s'apparente assez nettement au nationalisme pratiqué par John A. Macdonald et autres hommes d'État canadiens-anglais.[14]

C'est un nationalisme "canadien" au sens large du mot, et non pas seulement canadien-français, comme l'était celui de *L'Etendard* et comme l'était encore celui de *La Vérité*. Ce point est important et plusieurs documents l'établissent.

Un mois à peine après la parution du *Nationaliste*, *La Vérité* de Québec traçait la ligne de démarcation entre son nationalisme et celui de la Ligue nationaliste:

Notre nationalisme à nous [dit-il] est le nationalisme canadien-français. Nous travaillons, depuis 23 ans, au développement du sentiment national canadien-français; ce que nous voulons voir fleurir, c'est le patriotisme canadien-français; les nôtres pour nous, sont les Canadiens français; la patrie, pour nous, nous ne disons pas que c'est précisément la province de Québec, mais le Canada français; la nation que nous voulons voir se fonder à l'heure marquée par la divine Providence, c'est la nation canadienne-française. Ces messieurs de la Ligue paraissent se placer à un autre point de vue. On dirait qu'ils veulent travailler au développement d'un sentiment canadien, indépendamment de toute question d'origine, de langue, de religion.[15]

Le Nationaliste ne tarda pas à répondre, par la voix d'Henri Bourassa (3 avril, 1904);

La Ligue Nationaliste m'a confié à plusieurs reprises la tâche de faire connaître son drapeau et ses principes. On me permettra d'être, ici encore, son interprète. Dès l'abord, je tiens à exprimer toute

[13]*Ibid.*, 24-7.

[14]Sur ce point lire la thèse de Mlle. Helen L. Davison sur *Sir John Macdonald and Imperial relations in the period 1878-1891* et celle de Murray G. Lawson sur *Canada's Imperial relations, 1902-1914*, à l'université de Toronto.

[15]*La Vérité*, 2 avril, 1904.

l'estime et l'admiration que m'inspire le directeur de *La Vérité*. On ne saurait trop reconnaître avec quel courage et quelle persévérance il a guerroyé, à travers de nombreuses contradictions, pour défendre la nationalité canadienne-française contre les entreprises des *anglicisants* et des *gallicisants*, des fusionnistes et des exotiques. Mais cette lutte prolongée a développé chez lui une méfiance exagérée à l'endroit de ceux qui conçoivent autrement que lui le patriotisme et le sentiment national. La Ligue Nationaliste et son organe veulent incontestablement "travailler au développement d'un sentiment canadien," mais loin de vouloir développer ce sentiment "indépendamment de toute question d'origine, de langue, et de religion," la Ligue proclame hautement que la dualité d'origine, de langue et de religion, du peuple canadien doit être reconnue et conservée. Elle en fait même un des articles de son programme. Maintien absolu des droits garantis aux provinces par la constitution de 1867 dans l'intention de ses auteurs. Respect du principe de la dualité des langues et du droit des minorités à des écoles séparées.

Pour rendre sa pensée encore plus claire, Bourassa termine son article par ce passage, qui condense bien la doctrine du nouveau nationalisme:

Notre nationalisme à nous est le nationalisme canadien fondé sur la dualité des races et sur les traditions particulières que cette dualité comporte. Nous travaillons au développement du patriotisme canadien qui est à nos yeux la meilleure garantie de l'existence des deux races et du respect mutuel qu'elles se doivent. Les nôtres, pour nous comme pour M. Tardivel, sont les Canadiens français; mais les Anglo-Canadiens ne sont pas des étrangers, et nous regardons comme des alliés tous ceux d'entre eux qui nous respectent et qui veulent comme nous le maintien intégral de l'autonomie canadienne. La patrie, pour nous, c'est le Canada tout entier, c'est-à-dire une fédération de races distinctes et de provinces autonomes. La nation que nous voulons voir se développer, c'est la nation canadienne, composée des Canadiens français et des Canadiens anglais, c'est-à-dire de deux éléments séparés par la langue et la religion, et par les dispositions légales nécessaires à la conservation de leurs traditions respectives, mais unies dans un sentiment de confraternité, dans un commun attachement à la patrie commune.

Cette mise au point n'eut pas l'heur de plaire au directeur de *La Vérité*. Celui-ci avait plus d'âge que les animateurs du nouveau nationalisme et il se permit de leur servir une leçon, sous prétexte de leur faire des souhaits. Cette fois la réponse du *Nationaliste* porte comme signature, non plus celle d'Henri Bourassa, mais celle de "la direction." La réponse était sèche et cinglante.[16]

Le seul point où les deux journaux furent d'accord c'est celui de la lutte à l'impérialisme britannique. Le 3 avril, 1904, *Le Nationaliste* reproduit de larges extraits de *La Vérité*, sous le titre "Impérialisme pour impérialisme."

Henri Bourassa collaborait au *Nationaliste*, mais il tenait à garder son indépendance. Assez tôt, le 27 mars, 1904, il tint à établir ses positions:

Un peu partout, on considère que le *Nationaliste* est mon organe. Dimanche dernier, M. Asselin a défini la position du *Nationaliste* en

[16]*Le Nationaliste*, "La Vérité et le nationalisme," 25 avril, 1904.

face des partis. On me permettra de définir la mienne à l'endroit du *Nationaliste*. Je ne suis ni le fondateur, ni le propriétaire, ni le directeur, ni le rédacteur du *Nationaliste*. Je possède un douzième seulement de son capital-actions. Je suis l'un de ses collaborateurs du dehors, seul responsable des articles que j'écris et que je signe, et je n'exerce aucun contrôle immédiat ou lointain sur les autres articles qui y paraissent non plus que sur l'administration et la direction du journal. Voilà qui est clair, je pense. A mes quasi-intimes, cette courte explication suffira. J'en ajoute une autre à l'intention d'une catégorie beaucoup plus nombreuse de lecteurs qui ne connaissent pas ou qui connaissent imparfaitement l'origine du *Nationaliste*. Depuis longtemps, je regrettais l'absence d'un journal, tout modeste qu'il fût, qui traitât des questions nationales et politiques à un point de vue absolument indépendant des partis. Il y a bien *La Vérité*, dont je reconnais toute la bonne et salutaire influence. Mais *La Vérité* est avant tout un journal religieux. Elle n'atteint qu'un public spécial et nécessairement restreint. Je voulais voir naître et vivre une feuille plus populaire, qui attînt la foule. Pour cela, il fallait un homme et des fonds: un homme qui refusât obstinément de se vendre ou même de se louer, et un capital suffisant à assurer l'existence d'un journal qui pût se passer de tous les appuis louches ou compromettants. Je rencontrai M. Asselin. Par tempérament et par conviction, il voulait être journaliste à la façon que je souhaitais. Il trouvait des collaborateurs animés du même esprit. Après quelques pourparlers, je consentis à leur prêter mon concours pour organiser une compagnie et je leur promis des articles.

Bourassa s'élevait, comme l'avait fait F.-X. Trudel dans *L'Etendard*, contre l'esprit de parti; d'autre part il reconnaissait l'importance de la règle parlementaire de deux grands partis politiques; il réclame seulement une saine critique:

Voici des jeunes gens qui ont du talent, du caractère et des idées. Ils veulent échapper à l'esclavage sordide que le journalisme de parti impose à ses ouvriers. Je suis homme de parti—oh! pas des plus dociles,—mais enfin, j'appartiens à un parti politique et je reconnais volontiers que le régime parlementaire nécessite l'organisation et le maintien de deux partis. Toutefois, je crois bon que les partis—le mien comme les autres—soient surveillés, critiqués et au besoin bousculés par une presse libre.

Si l'esprit de parti était ici ce qu'il est en Angleterre, la nécessité de journaux indépendants serait moins impérieuse. En Angleterre, la discipline de parti comporte une très grande liberté de pensée, de parole et même d'action. Ici non seulement faut-il voter avec son parti, mais on doit, sous peine d'excommunication majeure, écrire, parler, penser, respirer, manger et dormir suivant les strictes règles du protocole disciplinaire *rouge* ou *bleu*. Ce régime engendre l'abrutissement moral et intellectuel des hommes publics et la démoralisation de la pensée et de l'action populaire. De plus, il offre au pays un danger immédiat et très grave.

Nos partis politiques, de moins en moins divisés par les principes, se disputent la victoire, non pour assurer le triomphe d'une idée, mais pour récolter les honneurs et les profits du pouvoir. Au fond, sous le couvert de luttes acrimonieuses qui visent surtout les hommes

et les méthodes d'administration, les deux partis s'entendent comme larrons en foire pour ménager toutes les grosses influences. Que les autorités impériales veuillent nous imposer quelque action conforme à leurs désirs,—comme il est arrivé pour la guerre d'Afrique,—immédiatement elles ont à leur service les orateurs, les journalistes et les bataillons des deux partis; et toute discussion sérieuse de leurs projets est étouffée. Les grands financiers—constructeurs et directeurs de chemin de fer, les manufacturiers, agents de change et d'agiotage, commerçants de bois—agissent de même et réussissent à merveille à faire protéger leurs privilèges par tous les ministères. Qu'on observe de près les mouvements de la politique, à Ottawa et à Québec, et l'on constatera que cette tendance pernicieuse s'accentue chaque jour. Il est urgent qu'une presse indépendante des partis, des coteries et des syndicats de la finance éveille l'opinion publique et mette le peuple en garde contre les dangers qui menacent notre intégrité nationale et notre équilibre économique. C'est dans cette pensée que les actionnaires du *Nationaliste*, appartenant à des groupes et à des milieux très divers se sont unis pour en assurer l'existence matérielle. C'est dans la même pensée que je lui donne ma collaboration et que je me tiens responsable, ici comme ailleurs, de tout ce que j'y signe et de rien de plus.

Le nationalisme avait, dans les milieux de langue anglaise, des tenants enthousiastes, en particulier dans la personne de M. John S. Ewart. Henri Bourassa fut amené à définir son attitude à l'égard de cette autre nuance nationaliste. Il le fit dans un article intitulé "Le Canada est-il une nation?"

L'idéal de M. Ewart, c'est une fédération d'États souverains unis par le seul lien de l'obédience à la même couronne.

M. Ewart est plus radical que moi. Je ne trouve pas la position du Canada aussi humiliante qu'il la peint; et, partant, je ne désire pas, pour l'instant, un affranchissement aussi complet que celui qu'il réclame. Mais je ne veux pas, sur une nuance de ce genre, chercher noise à l'éminent jurisconsulte. Dans l'ensemble, je ne peux qu'applaudir à sa thèse, qui est, sous une forme accentuée, celle de la Ligue nationaliste: Pas de séparation: mais plus de liberté.

Si l'opinion publique des provinces anglaises secouait le joug que lui font porter les politiciens et les gazettiers et se manifestait hautement, on constaterait que la pensée de M. Ewart est celle de la majorité des Anglo-Canadiens.

Par malheur, trop de nos gazettiers et de nos politiciens, à nous, favorisent l'œuvre de leurs congénères anglais en s'efforçant de paralyser l'action de ceux qui veulent stimuler chez les nôtres la fierté nationale et l'amour de la patrie canadienne.

Cette alliance est naturelle, et les méthodes respectives des alliés s'enchaînent logiquement. Le faux orgueil impérialiste qui a fait la guerre d'Afrique, l'esprit d'intolérance et de domination qui, dans la plupart des provinces anglaises, s'attaquent périodiquement à l'idée franco-canadienne et catholique, ne pouvaient trouver chez nous d'autres complices que l'aveulissement des caractères et l'aveuglement des esprits.

Mais comme le dit avec raison M. Ewart, "les Canadiens se réveillent." Puisse le moment n'être pas éloigné où Canadiens

français et Anglo Canadiens, débarrassés des hypocrisies, des lâchetés, des mesquineries qui les ligottent aujourd'hui, sauront se comprendre et travailler d'accord à élargir le champ d'action du peuple canadien!

Pour y arriver, il faut aux deux races un idéal commun; paix, justice et liberté.[17]

Ce mouvement déclenche aussitôt une nouvelle floraison d'œuvres de défense en divers domaines, et selon les facteurs qui ont agi chez les autres peuples.

Pour mieux cultiver la langue maternelle on fonde à Québec la Société du Parler français (1902). Sur le terrain des Beaux-Arts on établit la Société Symphonique de Québec (1902). En littérature l'abbé Camille Roy prêche par des conférences et des livres qui ont un grand retentissement la nationalisation des œuvres littéraires. Dans le domaine national on voit naître la Société de l'Assomption (1902) et une grande effervescence chez les Franco-américains. On prépare des fêtes nationales splendides, comme celles du Troisième Centenaire de Québec et celles du Deuxième Centenaire de l'Evêque Laval, en 1908. Les congrégations religieuses elles-mêmes se nationalisent, par l'élimination des sujets français et des sujets irlandais.

Et surtout on voit surgir une entreprise tout-à-fait nouvelle, l'organisation de la jeunesse, dans les cadres de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-française, appelée l'A.C.J.C., en 1904.

Le journal *Le Nationaliste* salue aussitôt la naissance de cette Association dans un article intitulé "Nationalisme et A C J C" (8 mai, 1904).

L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française a bravement inscrit à son programme l'étude des questions politiques et sociales dont l'intérêt de la race canadienne-française réclame la solution immédiate: l'éducation, l'agriculture, la colonisation, le commerce et l'industrie, les relations du capital et du travail. Nos jeunes amis ont compris que le catholicisme est essentiellement une œuvre sociale, et que suivant le mot d'un de nos confrères français, les peuples sont voués à la destruction qui choisissent l'heure où l'ennemi bat leurs remparts en brèche, pour discuter si la lumière qui apparut sur le Thabor était créée ou incréée. Immédiatement après la question religieuse—lisons-nous dans le programme de l'Association—plaçons la question nationale, étudiée à la lumière des enseignements de notre histoire; mission providentielle des Canadiens français; aptitudes de notre race; ressources de notre sol; nos droits à sa possession; la nécessité de rester fidèles à notre tradition et de garder notre entité distincte; nos obligations coloniales; notre position en présence des autres races et à l'égard du pouvoir libéral; notre rang parmi les nations sous le rapport de l'éducation, du commerce, etc.; un patriotisme purement canadien-français, une autonomie toujours plus grande; la résistance à toute tentative d'absorption; dangers de la partisannerie politique; l'Acte de la Confédération; la langue française; la liberté religieuse reconnue par la charte du pays.

Il n'y a rien là-dedans que nous n'approuvions de tout cœur, avec la réserve déjà faite par M. Bourassa dans son amicale réponse à M. Tardivel, savoir, qu'à nos yeux le patriotisme canadien-français

[17]Il y aurait beaucoup plus à dire sur la discussion entre M. M. Bourassa et Ewart. M. T. S. Ewart possède à ce sujet une correspondance importante qui fournirait matière à un article séparé.

n'est pas incompatible avec un patriotisme plus large, s'étendant à tout le pays découvert par nos pères.

L'Association catholique, d'accord avec la Ligue Nationaliste, revendique le droit des minorités à des écoles séparées.

Les buts de la nouvelle Association plaisent fort au *Nationaliste*. Sur les moyens d'action il pouvait y avoir désaccord, mais il n'en est rien. Olivar Asselin souligne la qualité des méthodes que les jeunes se proposent de mettre en œuvre:

Le programme dit en parlant de l'instruction publique:

Il est clair que les ennemis portent sur ce point leurs plus constants efforts. Reconnaissons aussi que la plupart de ceux qui les combattent savent trop facilement se payer de mots, à l'exemple d'ailleurs de leurs antagonistes.

Cet aveu nous plaît. Il montre que la jeunesse catholique, tout en approuvant la guerre à la franc-maçonnerie, réprouve les excès de zèle de l'enseignement, des volumes de statistique extra-superficielle, capable de rendormir pour toujours l'opinion publique à peine éveillée, à la nécessité d'une réforme de l'instruction primaire. Il est temps que les catholiques, au lieu de traiter de francs-maçons tous ceux qui croient que nos instituteurs sont mal rémunérés, que nos écoles sont encore trop petites et trop imparfaitement aménagées, que le bureau central d'examens est d'une utilité problématique, que les taxes scolaires sont en général trop peu élevées et que l'uniformité des livres dans les limites d'une même municipalité peut avoir du bon—il est temps, disons-nous, que les catholiques prennent la tête du mouvement; qu'ils reconnaissent que la meilleure réponse à faire aux critiques du système actuel serait, par exemple, d'amener les contribuables de Montréal à construire quelques-unes de ces quinze écoles nouvelles que Mgr Bruchési réclame pour les seuls quartiers compris entre les rues Guy et Saint-Laurent.

Pour ce qui est de la colonisation, l'Association étudiera: "les régions colonisables du Canada français; les avantages particuliers ou difficultés spéciales à chacune; le recrutement des colons; les secours fournis par le gouvernement; comme la loi facilite ou devrait faciliter l'ouverture des centres de colonisation; nos sociétés de colonisation; le rôle qu'elles sont appelées à remplir; le moyen de les multiplier et de leur donner plus d'efficacité, etc."

Au chapitre du commerce et de l'industrie, notons un des articles les plus important du programme nationaliste; conservation des ressources naturelles du sol aux enfants du sol, dans la plus large mesure possible. . . .

Nous voudrions pouvoir citer encore d'autres parties du programme catholique, mais en voilà assez pour indiquer que la nouvelle association est plus qu'une confrérie pieuse; qu'elle entend bien ne pas perdre de vue qu'un état bien gouverné est encore un des plus beaux hommages que l'on puisse rendre à la divinité.

Nous assistons donc à tout un ensemble de manifestations. C'est un réveil. Les énergies se condensent sous la poussée d'une pression intérieure. Mais il existe aussi une pression extérieure. Il se produit des explosions qui exacerbent le sentiment national et qui fortifient le nationalisme. En voici quelques-unes: la question des écoles séparées dans l'Ouest, puis le règlement XVII en Ontario (août, 1913); les attaques

orangistes contre la religion, la langue, les écoles séparées; l'intervention du Cardinal Bourne à Notre-Dame de Montréal au Congrès eucharistique en septembre, 1910; l'action de Mgr Fallon, évêque de London, 1910; et l'imposition manifeste, par un certain élément anglo-canadien, d'une sorte de cordon sanitaire autour du Québec en ce qui concerne la langue française et la vie française.

En 1910 se produit aussi un événement considérable, la fondation du *Devoir*, un journal quotidien nettement nationaliste.

Son programme comporte l'action dans le domaine social et politique. Sur le terrain politique il s'occupera du fédéral et du provincial. L'un des articles comporte: "l'autonomie la plus complète pour le Canada, compatible avec la fidélité à la Couronne britannique."

Il ne s'agit donc pas de rupture avec la Grande-Bretagne, mais d'autonomie dans les limites du Commonwealth.

On voit assez le chemin parcouru depuis 1881, depuis *La Vérité* et *L'Etendard*. Nationalisme de protection et d'émancipation se mêlent intimement désormais. La réaction contre les pressions extérieures se fait de plus en plus forte. L'évolution, cependant, n'est pas terminée. Elle se continuera et s'accentuera. Et d'abord dans la période de 1911 à 1919 et en particulier sous l'influence de la première Grande Guerre.

Un journal de Québec, *L'Evénement*, frappé du changement, publiera en décembre 1919 et en janvier 1920, une série de treize articles sur "L'Evolution du nationalisme." Il signale les nombreux échecs politiques du groupe nationaliste et il montre que le groupe change son fusil d'épaule en abandonnant le terrain politique pour se lancer sur le terrain social et religieux.

Le même journal termine ses articles par une sorte de prophétie en parlant du *Bloc* nationaliste. Il a suffi de 23 années pour que la prophétie se réalise dans le Bloc populaire. Ces 23 années marquent une évolution encore plus profonde du nationalisme québécois, mais ce serait dépasser les cadres de ce mémoire que d'en traiter ici.

DISCUSSION

M. Falardeau stated that *"nationalisme"* in French Canada has a wide range of varieties, and argued that interpretations of it should be connected with the several groups and levels of population. He suggested that a study be made of the origins of the various trends and expressions, for instance, of the social and psychological factors which made the leadership of Bourassa and others possible. He cited with favour Hugh McLennan's interpretation of French-English relations in the recent novel, *Two Solitudes*. The author of the paper agreed that French Canadians should pursue studies of the sort suggested.

Mr. Ewart pointed out that his father had fought especially against the idea of Imperial federation.